



© ExPress



L'immigration en question(s)

Pas de tabous au PS! La direction du parti ouvre un vaste débat interne sur la politique migratoire helvétique. Dans le cadre d'une procédure identique à celle du programme du parti, la base tranchera en consultation, puis en Congrès cet automne à Lugano.

FINANCEMENT



Faut-il – oui ou non – accepter les dons des grandes entreprises. Les socialistes sont appelé-e-s à choisir entre intransigeance et consentement, moyennant de strictes conditions.

Page 6

CANTONALES



A l'instar du Conseil d'Etat vaudois, son homologue genevois pourrait bien changer de majorité. En tout cas, la gauche fait front derrière la candidate socialiste. Rendez-vous le 17 juin.

Page 9

MONDIAL 2014



Le prochain Mondial aura lieu au Brésil, en 2014. Comme cela avait déjà été le cas en Afrique du sud, cette grande fête du football ne profitera pas à tout le monde, loin s'en faut.

Page 10

© ExPress

Les Femmes socialistes suisses sont une organisation autonome au sein du Parti socialiste suisse. Elles font une politique axée sur le féminisme et elles s'engagent en politique comme avocates des revendications des femmes.

En vue de notre conférence ordinaire du 18 août 2012, nous cherchons

DEUX NOUVELLES CO-PRÉSIDENTES

l'une représentant la Suisse alémanique, l'autre la Suisse latine. En outre, une des deux au moins doit être parlementaire fédérale.

Voici ce que nous pouvons t'offrir :

- Une plateforme nationale disposant d'un bon réseau des revendications féministes de gauche ;
- L'élaboration de la politique féministe de la Suisse ;
- La possibilité de te positionner dans le paysage politique et médiatique suisse ;
- Un secrétariat central qui fonctionne bien ;
- La possibilité de siéger au comité directeur du PS Suisse ;
- Un réseau de contacts internationaux.

Nous souhaitons de ta part :

- que tu puisses attester avoir des activités de type féministe ;
- que tu sois une parlementaire fédérale ou une personnalité politique connue ;
- que tu aies la volonté et le plaisir de t'engager en faveur des revendications des femmes de gauche en Suisse et de te positionner comme telle ;
- que tu aies une personnalité éprouvée de meneuse respectant la base démocratique ;
- que tu sois de la Suisse alémanique ou de la Suisse latine.

Cette fonction est rémunérée à raison de CHF 7500 par an pour chaque co-présidente. La charge de travail représente en gros un 10% équivalent plein temps.

Merci d'adresser tes éventuelles questions à la co-présidente actuelle : Julia Gerber Rüegg, info@juliagerber.ch ou de téléphoner au no 079 635 64 60. Les candidatures, de même que les recommandations des sections cantonales des Femmes socialistes ou des organisations qui leur ont succédé, doivent être adressées d'ici au 1^{er} mai 2012 à Barbara Berger, secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses, barbara.berger@spschweiz.ch, 031 329 69 90, 079 333 72 88

- Les candidates se présenteront à la Coordination des femmes le 5 mai 2012.
- Ensuite, la Coordination des femmes donnera une recommandation de vote à l'intention de la Conférence des femmes du 18 août 2012.
- L'élection aura lieu au cours de la Conférence des femmes du 18 août 2012.

www.ps-femmes.ch



syndicom est le syndicat leader des branches Poste, Logistique, Télécommunication, Technologie de l'information et Médias et compte quelque 44'000 membres dans toute la Suisse. Nous nous engageons pour les droits des travailleurs-euses et pour une Suisse sociale et ouverte sur le monde.

Nous recherchons pour entrée en service de suite ou à convenir une/un

SECRÉTAIRE À LA JEUNESSE À 80 %

En tant que secrétaire central-e à la jeunesse, vous assumez la représentation de la jeunesse au sein du syndicat, au niveau politique et face aux employeurs. Vous êtes responsable de la planification et de la réalisation de campagnes de la jeunesse et vous coordonnez le travail syndical de la jeunesse dans les régions; à cet égard, vous élaborez et mettez en œuvre des stratégies de syndicalisation et des prestations spécifiques à la jeunesse en collaboration avec les secrétaires régionaux-ales.

Vous êtes chargé-e, dans le cadre du travail de lobbying et de relations publiques, d'assurer la coopération et d'entretenir les contacts avec les offices, les autorités et d'autres associations et prestataires de formation. En outre, vous représentez syndicom auprès de l'Union syndicale suisse et dans d'autres organes.

Votre profil

- formation professionnelle achevée ou diplôme universitaire ou d'une haute école,
- première expérience professionnelle de quelques années,
- expérience dans les questions relevant de la politique de la jeunesse,
- expérience et bon réseau de relations dans des syndicats ou autres organisations à but non lucratif,
- expérience de la conduite de projets ou de campagnes,
- intérêt pour les questions de politique (socio-) syndicale,
- excellentes capacités de planification et d'organisation,
- assurance dans les négociations en allemand et/ou en français, avec de très bonnes connaissances de l'autre langue; autres langues un plus,
- bonnes connaissances des outils informatiques,
- âge idéal: jusqu'à 28 ans.

La représentation des intérêts de nos membres est au centre de vos préoccupations; vous êtes flexible et savez vous adapter aux situations les plus diverses. Pour ce job intéressant et exigeant, vous êtes en outre capable de vous imposer, avez le sens de la négociation et savez travailler en équipe.

syndicom offre des activités variées dans un environnement de travail politique et d'excellentes conditions de travail.

Etes-vous intéressé-e? Nous vous invitons à déposer votre dossier de candidature complet jusqu'au 16 avril 2012 à syndicom, département du personnel, Monbijoustrasse 33, 3011 Berne. Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de Bernadette Häfliger Berger, responsable Egalité et droit / membre du comité directeur, tél. 058 817 18 34.





PS-60+ : un projet d'avenir

Plutôt que de se lamenter sur le vieillissement de la population et l'évaporation d'une partie de son électorat, le PS a décidé de s'adresser directement aux personnes âgées de plus de 60 ans en leur mettant à disposition une structure spécifique au sein de son appareil :

PS-60+. Marianne de Mestral

La Suisse vieillit – et avec elle nombre de camarades qui ont cessé de comparer le nombre de leurs années d'engagement à celui de leurs cheveux blancs. Comme ces derniers vivent de plus en plus longtemps en bonne santé, ils (et elles) n'en perdent pas leur volonté de voir changer les choses, ni celle de participer directement au changement. Cela signifie notamment que le PS peut compter sur ce potentiel dont la dynamique n'a souvent rien à envier à celle de leurs cadets. Dans plusieurs cantons, la proportion de membres du PS âgé-e-s de plus de 60 ans dépasse ainsi les 20 %. Reste que nombre d'anciens-ne-s camarades se retirent, pour des raisons diverses, de la vie politique. En choisissant l'abstention ou – pire encore – une formation dont ils ont l'impression que les objectifs répondent mieux à leurs préoccupations.

Comme cela reste pour le moins à démontrer, l'organisation PS-60+ souhaite leur offrir la possibilité de participer plus activement à la politique en leur permettant de faire entendre leur voix, en résonance avec leurs convictions. Par exemple :

- Contribuer à la rédaction d'un nouveau programme du parti ou d'un papier de position sur la sécurité ou l'immigration,
- S'élever contre une nouvelle modification de la prévoyance sociale au détriment des personnes âgées,
- Réagir directement lorsque l'idée d'une nouvelle hausse des primes-maladie est évoquée.

C'est que l'organisation PS-60+ n'a pas pour ambition de se consacrer exclusivement aux dossiers qui concernent les personnes d'un certain âge. Au contraire, elle entend bien faire preuve de solidarité entre les générations.

Lors du Congrès des 8 et 9 septembre 2012 à Lugano, les délégué-e-s socialistes débattrent de l'opportunité de modifier les statuts afin d'y intégrer l'organisation PS-60+. Quelques camarades y feront part de leur volonté d'animer cette nouvelle structure.

A ce titre, une petite dizaine de personnes en provenance des cantons de Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Lucerne, Schaffhouse et St-Gall ont planché sur cette nouvelle organisation PS-60+. Elle est désormais prête à être lancée. Inutile de souligner que toutes les bonnes volontés sont appelées à en faire partie. En particulier du côté de la Suisse romande.

marianne.demestral@bluwin.ch,
co-président provisoire du PS-60+



Editorial

Débattons, camarades!

Avec la gourmandise du croque-mort et du vautour moine réunis, la presse quotidienne et magazine s'apprête à compter les coups.



Sur le site Internet du «Matin», les commentateurs patentés affûtent déjà leurs analyses à la finesse aussi éprouvée que celle du parpaing, leurs grandes théories de sacs à pain. Pas de doute: le vaste

débat interne que le PS souhaite consacrer à la politique migratoire suisse démarre sous de funestes auspices. A croire que lorsque certains entendent le mot «immigrés», ils sortent leur arme d'ordonnance. Aucune outrance, aucun dérapage sans doute ne nous sera épargné, dans le genre «renvoyez-les tous et Dieu reconnaîtra les siens»!... Les questions soulevées, pourtant, valent mieux qu'un arrosage à la sulfateuse, voire au Kärcher® de sinistre mémoire. Alors on peut toujours froncer les sourcils devant telle ou telle formulation maladroite, traquer les absences ou pointer les raccourcis du papier de position socialiste, si ce pavé d'une septantaine de pages a, d'emblée, un immense mérite, c'est bien celui d'exister. C'est qu'on aura beau chercher – sur la droite, la gauche ou encore au centre – on aura du mal à trouver un effort d'une même ampleur, une volonté analogue de dépasser la caricature, de se colleter au réel pour trouver des solutions humaines à un problème à caractère global. Personnellement, je suis plutôt fier d'appartenir à une formation qui ne craint pas les discussions délicates, qui met tout en œuvre pour en fixer le cadre comme les conditions, forte de l'intime impression que la somme de tout ce qui nous rassemble est infiniment plus importante que le détail de ce qui nous sépare. Et que, pour paraphraser Nietzsche, tout ce qui ne nous tue pas ne peut que nous rendre plus forts. Débattons, camarades! Ne laissons à personne d'autre le soin de forger nos convictions. La démocratie se partage, c'est toute la force de notre vision!

Jean-Yves Gentil

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne



C'était le 13 mars dernier. Par le biais d'une occupation pacifique du secrétariat général du PS Suisse à Berne, plusieurs dizaines d'activistes du collectif des Sans-papiers ont souhaité matérialiser les problématiques auxquelles font face les personnes d'origine étrangère qu'ils défendent. A l'issue d'un échange constructif, le collectif a exprimé la volonté de participer aux futurs débats socialistes sur la politique migratoire et, dans la foulée, mis fin à un squat d'un peu moins de 24 heures.

L'immigration en question(s)

Pas de tabous au PS ! La direction du parti ouvre ainsi un vaste débat interne sur la politique migratoire helvétique. Dans le cadre d'une procédure analogue à celle du programme du parti, le Comité directeur vient de publier la première mouture d'un papier de position soumis à une vaste consultation interne. Les sections et autres organes habilités à l'amender ont jusqu'au 15 juin pour soumettre leurs propositions relatives à une politique migratoire pour tous, sans privilèges. Sur la base des réponses, le Comité directeur fera parvenir à tous les délégué-e-s au Congrès de Lugano, une version retravaillée de ce document. Ces délégué-e-s pourront déposer de nouvelles propositions qui seront définitivement tranchées les 8 et 9 septembre 2012 au Tessin. Le texte intégral figure sur Internet, en voici un résumé.

La Suisse a toujours été et demeure une terre d'immigration. Il appartient à la politique d'organiser nos règles économiques et sociales de manière à ce que toute le monde y gagne et pas seulement quelques privilégiés. Cette mission devient de plus en plus impérieuse au fur et à mesure que la hausse de l'immigration vient se chevaucher avec la question de la croissance.

L'une des causes principales de cette croissance purement quantitative réside dans la politique fiscale et de développement économique des partis de droite. La Suisse attire les entreprises étrangères avec les impôts les plus bas des pays fortement structurés bien qu'elle ne dispose pas de suffisamment de main d'œuvre qualifiée. Il en découle un transfert

d'emplois et de salarié-e-s supplémentaires dans des zones économiques sensibles qui sont déjà en surchauffe.

Cette politique profite presque exclusivement aux grands groupes alors que le public doit en subir les inconvénients (explosion du coût de l'immobilier et des loyers, etc.). Dans les foyers de croissance, la concurrence pour le logement et les ressources a connu une accélération telle que la limite du souhaitable est désormais dépassée pour une large part de l'opinion publique.

La Suisse a traditionnellement toujours profité de l'immigration et en reste tributaire, notamment pour des raisons démographiques. La main d'œuvre qualifiée étrangère contribue ainsi à assurer la prospérité et à maintenir des emplois. Pourtant, la dépendance qui se développe parce que la Suisse néglige la formation continue au plan interne pour miser sur l'im-

portation de savoir-faire étranger est risquée, précisément parce que les spécialistes sont recherchés dans toute l'Europe. Par conséquent, une offensive en matière de formation de main d'œuvre qualifiée s'impose en Suisse pour réduire sa dépendance du recrutement à l'étranger.

L'économie va chercher de la main d'œuvre, mais ce sont des êtres humains qui arrivent. Les entreprises doivent donc assumer une part équitable du coût politique, financier et culturel des infrastructures effectivement nécessaires et de l'intégration. Nous devons tirer les leçons des erreurs du passé: l'échec de la politique des saisonniers a ainsi démontré qu'un regroupement familial limité ne présentait que des inconvénients.

L'immigration accrue grossit comme une loupe de nombreux errements politiques. Elle éclaire des secteurs où des réformes s'imposent depuis trop longtemps déjà, comme la politique de construction de logements, la politique vis-à-vis du marché du travail ou la politique de formation. Comme pour toute autre étape d'ouverture, ce potentiel ne pourra être mis à profit qu'en association avec des réformes internes à la fois efficaces et conséquentes.

Il est illusoire de vouloir contrôler l'immigration à l'aide d'obstacles administratifs, de contingents ou de restrictions. Comme une comparaison des options politiques le dé-

montre dans ce papier de position, seules des mesures d'accompagnement supplémentaires et efficaces sont à même de juguler la pression sur les salaires et la baisse générale de la qualité de vie.

C'est ainsi qu'on peut organiser une libre circulation des personnes dans l'intérêt général: les libertés et la justice sociale sont préservées tandis que la demande de main d'œuvre peut être satisfaite.

Aucune intégration n'est durable sans droits démocratiques de participation et sans prendre part à la vie politique. La naturalisation rapide en maintenant la nationalité existante constitue un outil important dans cette démarche. Une promotion active de la lutte contre les discriminations et de l'égalité des chances est tout aussi indispensable.

Vouloir limiter l'immigration à l'Europe et exclure la quasi-totalité des humains du reste du monde n'est pas une solution durable. Il faudra, à long terme, assouplir le modèle des deux cercles en coordination avec l'UE afin de ne pas se limiter aux spécialistes hautement qualifiés pour permettre à des personnes des pays extérieurs à l'Europe, moins qualifiées, de travailler en Suisse s'il existe une demande effective.

À l'heure actuelle, les procédures d'asile sont beaucoup trop longues et doivent être raccour-

cies dans l'intérêt des requérant-e-s. Le droit à la sécurité des réfugié-e-s doit être garanti. Pour les personnes dont la protection n'a pas été jugée nécessaire à l'issue d'une procédure d'asile équitable, il faut mettre en place un dispositif ferme et résolu afin qu'elles quittent la Suisse dans les meilleurs délais. Pour celles qui vivent en Suisse depuis des années, il faut trou-

Consulter le papier de position :
www.pssuisse.ch/migration
Proposer un amendement :
proposition@pssuisse.ch

ver un règlement des cas de rigueur beaucoup plus généreux que les règles actuelles.

Enfin, il faut faire quelque chose pour la situation insoutenable des Sans-papiers: les personnes qui séjournent depuis plusieurs années en Suisse sans titre de séjour doivent être régularisées à l'aide d'une solution généreuse au cas par cas. Il est évident que les Sans-papiers et plus particulièrement leurs enfants puissent avoir accès aux soins médicaux et au système éducatif. Les enfants qui sont encore moins responsables de leur statut que leurs parents ne doivent pas être privés de leur avenir.

UN SÉMINAIRE QUI TOMBE À PIC

A l'instar de l'organisation PS-60+ et de la relance de la formation interne dont il est par ailleurs question dans cette même édition de socialistes.ch, le projet «PS-migrant-e-s» fait partie des 10 projets d'avenir décidés par le Comité directeur du PS Suisse dans la perspective du renouvellement de l'organisation du parti.

Le PS Suisse entreprend ainsi une nouvelle étape importante afin d'améliorer sa collaboration avec les personnes migrantes, leurs partis et organisations, de même que leur représentation au sein du parti. Les activités politiques ainsi que la structure du PS Suisse prendra ainsi mieux en compte l'évolution de la société, la diversité culturelle et la nécessité d'une démocratie transnationale au 21^{ème} siècle.

Objectif : que les camarades issu-e-s de l'immigration puissent disposer, à l'image du PS Femmes et de la JS, de leur propre représentation, ancrée dans les statuts du parti. Cela ouvre également la possibilité d'appartenances multiples au sein du PS et de ses partis frères; d'un soutien réciproque lors d'échéances électorales, des listes spécifiques aux migrant-e-s, respectivement des

quotas sur les listes électorales du PS ou dans la composition de ses organes, etc. Les ressources des diasporas pourront en outre, avec le PS, renforcer la solidarité de gauche internationale et l'évolution démocratique et sociale dans les pays d'origine.

Le séminaire du 14 avril représente donc une première étape importante vers cet objectif ! Il y sera notamment question du concept relatif à l'amélioration de l'organisation du parti et de la première mouture du papier de position sur la migration du PS Suisse. Les participant-e-s pourront ainsi déposer des propositions d'amendements, mais aussi constituer un Comité provisoire pour l'organisation «PS-migrant-e-s» et d'identifier, dans autant de cantons que possible, des personnes de confiance avec qui faire avancer ce projet.

Toutes les informations nécessaires figurent sur le site Internet du PS à l'adresse : www.pssuisse.ch/migration. Quant à votre inscription, elle est attendue à l'adresse : migration@pssuisse.ch. A noter que les délibérations seront traduites simultanément en français et en allemand.



A fin 2011, les personnes impliquées dans une procédure d'asile (ici à Frauenfeld) représentaient à peine 2% des 1,8 million d'étrangers présents en Suisse.

DÉSINDUSTRIALISATION

Réunis à La Chaux-de-Fonds, histoire de célébrer le centenaire de la majorité de gauche dans le chef-lieu des Montagnes neuchâtelaises, quelque 200 délégué-e-s socialistes se sont notamment engagés pour une place industrielle forte et une politique monétaire dans l'intérêt de tous. En raison de l'instabilité des marchés financiers et d'un franc suisse nettement surévalué, la place industrielle suisse est ainsi sous la menace d'une désindustrialisation rampante qui signifierait la perte d'un savoir-faire construit patiemment pendant des décennies. Pourtant, une autre politique est possible et elle s'appuie sur deux piliers comme le souligne une résolution adoptée le 31 mars: la fixation, par la BNS, d'un taux de change plancher raisonnable avec l'euro. A défaut, et si la banque devait continuer à rester sourde aux appels de l'industrie, il faudra modifier son mandat et lui imposer de veiller au plein emploi dans ses décisions de politique monétaire. Quant au Conseil fédéral, il doit enfin admettre la nécessité de mettre sur pied une politique industrielle crédible.



3 X NON le 17 juin

A La Chaux-de-Fonds, les délégué-e-s ont encore déterminé les recommandations de vote du parti en vue des prochaines votations fédérales. Ils ont rejeté à une large majorité (133 contre 20) le projet de «managed care». Le même sort a été réservé à l'initiative de l'UDC sur les accords internationaux ainsi qu'à une énième tentative d'introduction de l'épargne-logement.

Des dons encombrants

Un vent nouveau semble souffler, dissipant la brume qui dissimule encore le financement des partis politiques suisses: Notamment depuis que divers établissements financiers ont annoncé leur volonté de contribuer au budget de toutes les formations (PS Suisse y compris), en fonction de critères apparemment objectifs, basés notamment sur leur représentation effective au sein des autorités helvétiques. Reste à savoir s'il faut – oui ou non – accepter ces dons.

Le débat interne aurait pu se tenir lors de l'AD de La Chaux-de-Fonds, mais il a été de facto repoussé dans la mesure où le Comité directeur du parti a lancé une vaste consultation. A ce jour, il semble que deux avis s'opposent au sein du PS: refuser toute subvention de personnes morales ou les accepter moyennant conditions. Illustration avec, d'un côté, un extrait d'une résolution des PS romands déposée justement dans la perspective du rendez-vous neuchâtelois. Elle a toutefois été suspendue dans l'attente de l'issue de la consultation, puis du débat qui suivra lors d'une autre AD. De l'autre, un extrait d'une prise de position du conseiller national bâlois Eric Nussbaumer dans les pages de nos confrères alémaniques de Links.



Coordination
des PS romands



(...) Pour la Coordination des Partis socialistes romands, cette volonté subite des entreprises de se construire une nouvelle respectabilité doit être évaluée avec circonspection tant elle relève assurément d'une volte-face plus opportuniste que consciemment décidée. On pourrait même y voir une tentative de s'assurer de la bonne volonté des diverses formations ainsi rétribuées lors de l'examen des affaires conduites par ces mêmes établissements, par exemple, au hasard, des conséquences relatives à l'hébergement de fonds non déclarés aux autorités fiscales de leur pays d'origine.

Nous considérons donc qu'accepter de tels dons en provenance d'entreprises privées reviendrait à trahir les engagements constamment défendus jusqu'ici. C'est l'honneur du PS que de pouvoir revendiquer - à juste titre - son indépendance de tout groupe de pression extérieur à ses militant-e-s et sympathisant-e-s et de le prouver régulièrement en étant la seule formation politique suisse à publier l'intégralité de ses comptes. Accepter la moindre subvention de ce type – même au prétexte de la consacrer à l'instauration d'une stricte régulation en la matière – introduirait inmanquablement le soupçon de négociations souterraines autour d'un éventuel renvoi d'ascenseur, une suspicion qui nous est intolérable.

(...) Les entreprises qui décident de soutenir tous les partis ne le font pas en fonction des idées et valeurs que ces derniers défendent. Elles le font parce qu'elles ont compris que la démocratie des dessous-de-table était à proscrire. On peut ainsi tout à fait admettre ce type de dons en faveur de la construction des opinions dans une démocratie directe. Un rôle que la Constitution fédérale accorde d'ailleurs aux partis politiques qui «contribuent à former l'opinion et la volonté populaires».

Accepter ces subventions doit toutefois répondre à des règles strictes. Ainsi, il convient de refuser les dons anonymes et ceux qui, même partiellement, seraient liés à une éventuelle contrepartie ou réduiraient un tant soit peu notre liberté d'opinion. Même principe s'agissant de dons d'entreprises majoritairement en mains publiques. 4ème condition: la publication de toute subvention supérieure à 5000 francs. Enfin, pour les dons importants, il s'agit de déterminer – conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe – un montant annuel maximal, 50000 francs par exemple. Toute somme supérieure devrait être versée dans une fondation proche du parti et se consacrant – pourquoi pas – à la formation politique. Bref, nous devons accepter ces dons et dire OUI à une meilleure transparence tout en jouant – en tant que PS – un rôle exemplaire quant à la mise en place d'une pratique irréprochable.



Après le tournant de l'énergie, vivement celui des transports

En septembre 2010, l'Association Transport et Environnement déposait son initiative populaire « Pour les transports publics ». Cette proposition, en faveur de laquelle le PS a récolté 30 000 signatures, propose de fixer des priorités claires pour le développement en matière de transport. Il s'agit de miser davantage sur les investissements dans les transports publics et de les financer en réaffectant une partie des moyens prévus pour construire de nouvelles autoroutes. Par voie de conséquence, elle impose de renoncer à de grands développements autoroutiers.

Roger Nordmann

En proposant d'établir des priorités, cette initiative dérange car elle contraint à réexaminer l'orientation générale de notre politique des transports. Pourtant, face à la crise énergétique, au réchauffement climatique et à la rareté de l'espace en Suisse, un tel examen s'impose. Voulons-nous rester dans la logique du « toujours plus de transport » ou viser plutôt une amélioration qualitative ? La seconde option s'impose sans ambiguïté car, sous sa forme actuelle, le système des transports est loin d'être durable, que ce soit en termes d'énergie, de climat ou d'aménagement du territoire.

Globalement, les transports absorbent un bon tiers de l'énergie consommée en Suisse et sont responsables de la moitié des émissions de CO₂. Cette dépendance aux énergies fossiles est non seulement nuisible pour le climat, mais elle constitue une véritable épée de Damoclès : sous sa forme actuelle, notre système de transport ne survivra pas à l'épuisement du pétrole. En outre, les infrastructures routières occupent énormément d'espace et induisent un éparpillement considérable des activités et des lieux de vie. Cette dispersion augmente à son tour la demande de mobilité, dans une interaction diabolique entre transports et occupation de l'espace. A l'avenir, il faut donc essayer de contenir la consommation de transports, et satisfaire la demande de la manière la

plus propre et durable possible. Cela implique, d'une part, de privilégier les transports ferroviaires, six fois plus économes en énergie que la voiture et, d'autre part, de poursuivre les efforts pour réduire la consommation et les émissions des véhicules routiers.

Outre l'aménagement du territoire, les choix de la politique des infrastructures constituent un des paramètres centraux. En effet, en matière de transports, l'offre détermine largement la demande : que l'on ajoute une piste à une autoroute saturée, et la demande augmentera au point de saturer à nouveau ce tronçon quelques années plus tard. Pour autant que l'on n'augmente pas le prix du billet, la même règle prévaut pour les transports publics.

En proposant de réorienter les flux d'investissement des autoroutes vers les transports publics, notre initiative pose les bases d'une modernisation structurelle de la mobilité. Sans surprise, elle suscite une irritation maximale dans les rangs du lobby de la mobilité du siècle passé, genre TCS, Routesuisse et economiesuisse. La bataille s'annonce donc aussi musclée que passionnante, d'autant que ces lobbies promeuvent d'importants projets de constructions autoroutières.

CONTRE-PROJET

Notre initiative sur les transports publics a déjà été jugée suffisamment crédible pour que le Conseil fédéral se sente obligé de lui opposer un contre-projet direct, et ceci avant-même l'acceptation de l'initiative Franz Weber. Mieux encore, ce contre-projet répondant au doux nom de « FAIF », comporte des éléments intéressants, même si son ampleur en terme ferroviaire est insuffisante. Son principal défaut est ailleurs : le texte n'ose pas affronter la question remettre en question les financements autoroutier, toujours tabous en haut lieu.

roger.nordmann@pssuisse.ch,
conseiller national (VD), vice-président
du Groupe socialiste aux Chambres
fédérales et de l'ATE



Une politique des genres efficace pour toutes et tous !

Il manque au PS un organe ouvert à tous les membres du parti et qui contribue à forger une opinion politique concernant l'égalité des genres, sans devoir rejoindre les Femmes socialistes suisses qui, de toute manière, ne sont ouvertes qu'aux femmes. De plus, quatre ans après l'adoption de la double stratégie consistant à laisser coexister une représentation des intérêts féminins et une base structurelle pour le Gender Mainstreaming, un bilan s'impose. Comme il n'est pas totalement satisfaisant, une nouvelle stratégie doit être définie. Ce sera le cas lors de la prochaine AD du PS, à Bâle. Barbara Berger

L'objectif d'une représentation paritaire des sexes dans les organes et sur les listes électorales figure dans les statuts du parti. En outre, le PS s'engage en faveur de l'égalité entre femmes et hommes aussi bien à l'interne du parti que dans ses activités publiques et englobe systématiquement le point de vue et les besoins des deux genres dans toutes ses actions et décisions. Et si plusieurs structures qui lui sont proches traitent, à un titre ou à un autre, d'égalité, elles ne sauraient être confondues.

Il y a tout d'abord la Délégation à la politique d'égalité du Groupe parlementaire socialiste. Composée de député-e-s issu-e-s de toutes les commissions, il relie et coordonne les thèmes de politique en matière d'égalité au Parlement et suit leur traitement. Quant aux Femmes socialistes suisses, il s'agit d'une organisation de lobbying féministe indépendante regroupant 13'000 femmes. Elles disposent d'un budget qui représente 4,3% du budget du PS suisse. Enfin, la Commission spécialisée «orientation sexuelle et identité de genre» constitue un forum de discussion interne au parti sur les thèmes LGBTIQ (l'acronyme international pour lesbien, gay, bisexuel, transgender, intersex questionning). Objectif: susciter une discussion critique traitant de la «normalité» sexuelle et identifier des champs d'actions et des stratégies.

Concrètement, un plan d'action socialiste en matière d'égalité a été mis sur pied en août 2006. Il prend en compte l'égalité entre les genres dans les domaines de la politique, de l'économie, de la formation, de la société et du droit. Des aspects de l'égalité des chances liés entre eux, les changements intervenant dans



© Ex-Press

un champ d'action ayant des répercussions sur les autres et provoquant également des transformations lorsqu'ils sont couronnés de succès.

Une application intégrée et systématique de ce plan d'action devrait donc permettre de prendre ces liens en compte et d'en user de manière ciblée. Une tâche transversale qui nécessite, pour la mise en œuvre de l'égalité des genres une responsabilité explicite du Comité directeur avec le soutien de collaborateurs spécialisés. Or, suite au changement de présidence en 2008, cette responsabilité n'a plus été assumée. Autre problème, la confusion entre lobby féministe et politique en matière d'égalité. Ainsi, alors que la politique d'égalité ne dispose d'aucune ressource propre, le poste de secrétaire spécialisé-e en la matière a été explicitement combiné avec celui de secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses. Une confusion erronée dans la mesure où la politique en matière d'égalité concerne des acteurs et actrices différents, d'où la nécessité d'un concept global et une mise en œuvre systématique du plan d'action, ce qui n'est aujourd'hui plus le cas.

Pour résoudre ces difficultés, la politique en matière d'égalité des genres doit être inscrite dans les statuts du parti sous la forme d'objectifs et de mesures. Il faut instaurer un concept dynamique de prévention de toute discrimination permettant de mettre en place des

structures poussant à l'action de même qu'un pilotage et un contrôle continu des mesures à mettre en œuvre. Une référence à une norme de portée internationale ajouterait en outre de la légitimité à la volonté de mener en Suisse une politique d'égalité à la fois active et manifeste. Considérée comme entrant de plein droit dans la problématique des droits humains, cette politique ne saurait être taxée de préoccupation superfétatoire puisqu'elle vise à satisfaire un droit fondamental: le droit à l'équité.

L'élimination de la discrimination selon le genre est à la fois un objectif et une condition préalable pour une société plus sociale et plus juste. C'est pour cette raison que le PS Suisse a besoin d'une stratégie détaillée pour pouvoir formuler sa politique contre les discriminations basées sur le genre et pour la mettre en œuvre, qu'elle se rapporte à l'appartenance à un genre, à une identité de genre aussi bien qu'à une orientation sexuelle. Cette stratégie sera discutée au sein de la prochaine Assemblée des délégué-e-s, au mois de juin à Bâle.

barbara.berger@pssuisse.ch, secrétaire centrale de Femmes socialistes suisses et secrétaire politique pour l'égalité





La reconquête!

Le 17 juin 2012 le Conseil d'Etat genevois, à la suite du Conseil d'Etat vaudois pourrait basculer à gauche. Ce changement passe par la candidate socialiste, la candidate de la gauche unie : Anne Emery Torracinta.

Romain de Sainte Marie

Forte des propositions concrètes portées par le PS genevois en matière de logements, d'emplois ou encore en matière sociale, Anne Emery Torracinta apporte en effet des solutions à Genève. L'initiative pour la petite enfance en est un parfait exemple: en obligeant les communes à créer un nombre suffisant de places dans les crèches, elle répond à un besoin fondamental pour les familles qui ne trouvent pas de réponses satisfaisantes à ce jour.

A Genève, peut-être plus encore qu'en Suisse, les inégalités ne cessent de croître. Le développement que connaît la région ne profite qu'à une très petite minorité de la population. L'économie financière importée écrase, de plus en plus, une économie locale diversifiée. Genève est victime de son attractivité fiscale. Les Genevois-e-s en paient très cher le prix.

Les conséquences sont directes: pression sur les logements et hausse des loyers, explosion du chômage, augmentation du coût de la vie. Le PS genevois n'entend pas accepter une telle politique. Juguler ces inégalités est nécessaire avant que les conséquences ne deviennent irrémediables pour Genève. Le changement passe par un Etat acteur du développement qu'il souhaite pour la région.

En matière de logement, Genève connaît une situation désastreuse. Alors que le canton devrait construire massivement au vu de son développement, il connaît le plus faible nombre de nouvelles constructions depuis la seconde guerre mondiale. Depuis 6 ans, et la venue de Mark Müller, Conseiller d'Etat PLR démissionnaire, les régies privées règnent sur le canton. Le ministre a empêché les collectivité

tés publiques (communes et canton) d'acheter des parcelles pour favoriser les milieux immobiliers qui le soutenaient. Sous sa magistrature, c'est l'intérêt privé de quelques « copains », qui a prédominé sur l'intérêt collectif.

Le PS genevois, derrière Anne Emery Torracinta, veut un Etat proactif, un Etat qui dès qu'il le peut, achète des terrains, exerce son droit de préemption, concerte les communes et les collectivités publiques pour offrir à la population des logements à loyers accessibles.

En termes d'emploi, Genève est le canton de Suisse qui connaît le plus haut taux de chômage. La sous-enchère salariale est une réalité (le pourcentage de salarié-e-s payé-e-s en dessous du minimum à Genève en 2010 est de 16,2% dans la construction et de 15-20% dans la restauration). Ce n'est pas une fatalité! Là encore, l'Etat peut agir pour changer cette situation. Pour cette raison, le PS genevois se joint à l'initiative des syndicats pour augmenter les contrôles en matière de dumping salarial.

La difficulté qu'ont les jeunes à trouver un premier emploi est inacceptable. L'Etat doit négocier avec le patronat et les syndicats afin de comprendre les blocages, trouver des réponses et soutenir les entreprises pour la création de places d'apprentissage et l'engagement de jeunes diplômé-e-s qui sortent de l'université.

En tant que Président du PS genevois, je me réjouis d'entamer cette campagne aux côtés d'Anne Emery Torracinta. C'est une femme d'expérience qui connaît les dossiers cantonaux et qui incarne parfaitement les combats menés par le PS genevois ces dernières années. Anne Emery Torracinta est aussi une camarade, travailleuse et intègre, qui croit aux valeurs socialistes que nous portons.

romain.de-sainte-marie@ps-ge.ch,
président du PS genevois



Vaud

Ca n'avait finalement rien d'un poisson. Le 1^{er} avril, le plus grand canton romand s'est bel est bien doté d'un gouvernement majoritairement de gauche. Le résultat du 2^{ème} tour des élections cantonales vaudoises s'apparente donc à une victoire historique, marquée non seulement par la conquête d'un troisième siège socialiste au Conseil d'Etat, mais aussi par l'instauration d'une majorité féminine au plus haut sommet de l'état que seul le canton de Zurich avait connue jusqu'ici. Après la progression enregistrée au 1^{er} tour par les listes socialistes au Grand conseil, c'est une nouvelle confirmation que la stratégie choisie par le PS vaudois était la bonne. Bravo!

Valais romand

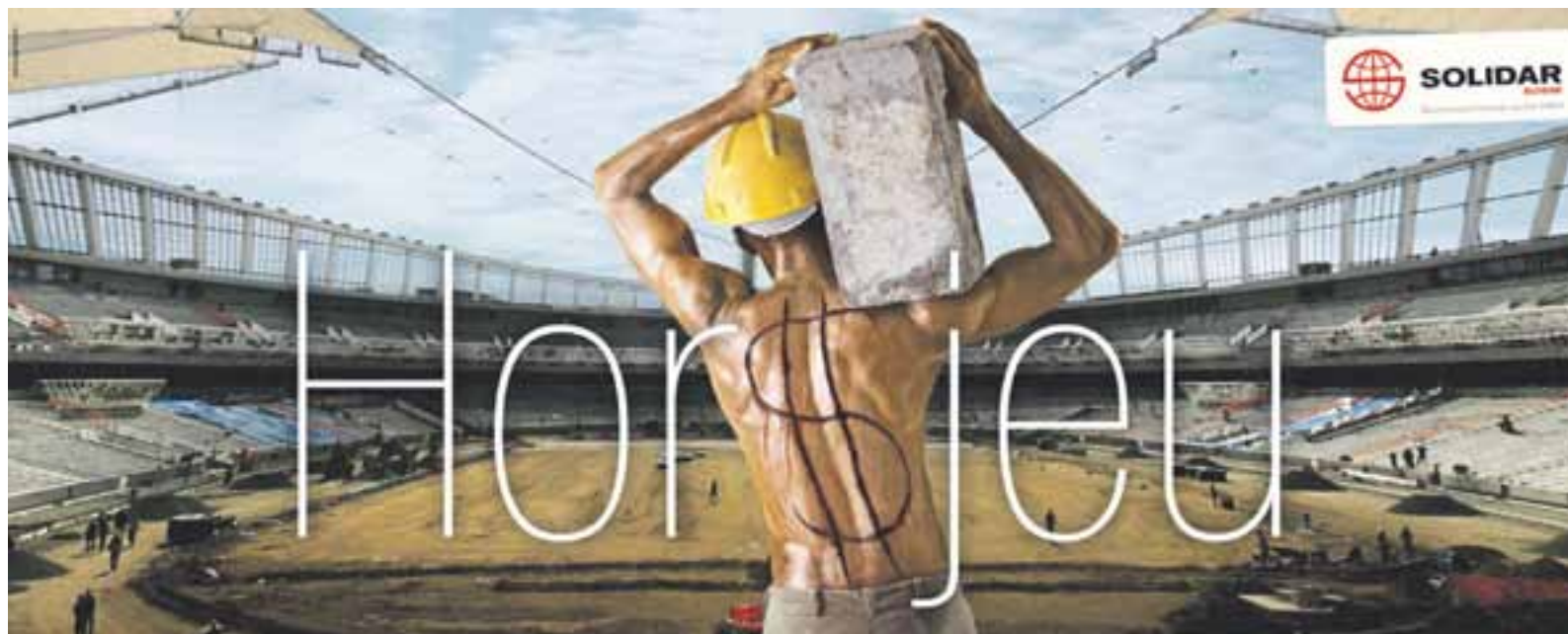
A l'image du PS genevois avec Romain de Sainte Marie (voir ci-contre), il y a également



du changement à la tête du PS du Valais romand. Après sept ans de bons et loyaux services la barre du PSVR, Jean-Henri Dumont a passé la main à la fin mars. Sa succession est assurée par Gaël Bourgeois qui a été élu par

acclamation par une centaine de membres du parti réunis à Vétroz. Agé de 29 ans, ce dernier est vice-président de la commune de Bovernier depuis 2004 (VS). Député-suppléant au Grand Conseil, il a également été candidat au Conseil national l'année dernière en 2011. Longtemps figure de proue de la JS du Valais romand, Gaël est le premier élu socialiste d'une famille de politiciens. Son grand-père et son arrière-grand-père ont ainsi assumé la présidence de Bovernier, mais c'était sous les couleurs du PDC.





Ouvriers et ouvrières exploités, droits humains bafoués, pays mis sous coupe réglée par la FIFA. La face cachée du Mondial est peu reluisante.

Mondial 2014 : ouvriers hors jeu

Le prochain Mondial de football aura lieu au Brésil, en 2014. Cette grande fête ne profitera pas à tout le monde, loin s'en faut! Nettoyage de quartiers, violations des droits humains, conditions de travail très précaires. Le revers de la médaille est peu reluisant.

Alexandre Mariéthoz

Le Brésil risque de subir un sort identique à l'Afrique du Sud. Lors du Mondial 2010, le pays organisateur a essuyé une perte de 2,8 milliards de francs. En revanche, la FIFA et ses partenaires ont réalisé un bénéfice de plus de 3 milliards. Quant aux ouvrières et ouvriers sud-africains, ils ont travaillé dans des conditions très précaires.

Lutte acharnée

Au Brésil, 17 grèves ont déjà eu lieu. Elles ont parfois apporté des améliorations, sous forme notamment d'augmentation de salaire et de dédommagement des heures supplémentaires accomplies le week-end. Mais les revendications majeures des syndicats sont restées lettre morte: salaire garantissant une existence digne, logement et nourriture décents, assurance-maladie pour les ouvriers et leurs familles.

Les salaires versés aujourd'hui sur les chantiers sont inférieurs au salaire minimum exigé par les syndicats (1100 réais, soit 635 dollars). Un manœuvre touche entre 650 et 700 réais. C'est largement insuffisant pour vivre.

Lois spéciales pour la FIFA

Une nouvelle loi a été adoptée, fin février, par le parlement brésilien. Elle limite le droit de grève, durant les trois mois avant le Mondial

et pendant la compétition, dans des «secteurs présentant un intérêt social spécial», notamment la construction. Elle stipule encore que les grèves doivent être annoncées deux semaines à l'avance. Par ailleurs, 70% de la main-d'œuvre doit être garantie et les autorités peuvent embaucher du personnel de remplacement.

Une autre loi spéciale autorisera, durant le Mondial, la vente de bière dans les stades.

Expulsions massives

La FIFA met le Brésil sous coupe réglée. Une campagne de Solidar (voir encadré) dénonce ce scandale. Elle pose trois exigences à la FIFA:

1. Les bénéfices mirobolants du Mondial ne doivent pas reposer sur l'exploitation. La FIFA doit s'engager pour des conditions de travail équitables et des salaires décents.

2. Le Mondial va déloger plus de 150 000 personnes. Et des marchand-e-s de rue seront expulsés, car les sponsors veulent imposer des

droits de vente exclusifs près des stades. Solidar s'oppose au «nettoyage» des favelas et à l'expulsion de marchand-e-s de rue. S'il faut impérativement déplacer des gens, les personnes concernées doivent être consultées et dédommagées.

3. La FIFA et les sponsors du Mondial refusent l'imposition de leurs milliards de bénéfices. Pourtant, il faudra bien payer les coûts engendrés par la compétition. Vu l'endettement de l'État, des coupes drastiques dans le social sont à prévoir, une fois le Mondial terminé. Finalement, les 50 millions de pauvres du Brésil passeront à la caisse. Inacceptable! Tous ceux qui profitent du Mondial doivent payer des impôts sur leurs bénéfices. La FIFA également.

En résumé: non à l'exploitation, non aux expulsions, non aux privilèges fiscaux!

Arbitre sans sifflet?

En vue du prochain Mondial, la FIFA régit tout: de la hauteur du gazon à la diagonale d'écran règlementaire pour les diffusions publiques. Des protocoles détaillés garantissent le déroulement rentable des matches. Bref, la FIFA se comporte comme un arbitre pointilleux. Elle se montre en revanche beaucoup plus timorée lorsqu'il s'agit des normes du travail et des droits humains. Comme si l'arbitre avait soudain perdu son sifflet...

Avec sa campagne, Solidar veut promouvoir le fair play à l'égard de la population locale. Dans ce domaine aussi, la FIFA doit jouer son rôle d'arbitre.

SEPP BLATTER DANSE LA SAMBA

Monsieur Blatter se réjouit du Mondial 2014. Il implique cependant:

- l'expulsion, parfois violente, de 150 000 personnes;
- l'exploitation de milliers d'ouvriers et ouvrières sur les chantiers des stades;
- l'expulsion de marchand-e-s de rue afin d'assurer des droits de vente exclusifs aux sponsors du Mondial.

Cela n'empêche pas M. Blatter de danser. Et si vous lui rappelez le sort des ouvriers et ouvrières brésiliens?

Rendez-vous sur www.solidar.ch

alexandre.mariethoz@solidar.ch,
responsable francophone
de la communication



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Samedi 14 avril : séminaire sur la migration à Berne (voir p. 6)
- Du mercredi 2 au jeudi 3 mai : session spéciale du Conseil national (Programme de législature 2011 – 2015 et mesures supplémentaires d'accompagnement à la libre circulation des personnes)
- Du lundi 29 mai au vendredi 15 juin : session d'été du Parlement
- Dimanche 17 juin : votations fédérales
- Vendredi 22 juin : Conférence de coordination à Bâle
- Samedi 23 juin : Assemblée des délégué-e-s à Bâle

Femmes Socialistes Suisses www.ps-femmes.ch

- Samedi 5 mai : Coordination des Femmes (CoFa), de 10 à 16h00 en un lieu encore à déterminer

JS Suisse www.jss.ch

- Dimanche 22 avril : AG des GaynoSSInnen, à 14h00 en un lieu encore à déterminer
- Samedi 19 mai : AD de la JS Suisse, à 11h45 à Frauenfeld
- Du vendredi 25 au lundi 28 mai : Camp Romand de la JS à Genolier

Genève www.ps-ge.ch

- Mercredi 18 avril : lancement de la campagne d'Anne Emery-Torracinta, de 9h30 à 12h00 au parc Gourgas
- Mercredi 18 avril : AG du PSG, à 20h au siège du PSG
- Mardi 1^{er} mai : Fête du Travail – Parcs des Bastions
- Mardi 15 mai à 20h AG sur la Constituante, au siège du PSG

Jura www.psju.ch

- Mardi 1^{er} mai : fête du travail interjurassienne à Moutier
- Mercredi 23 mai : Congrès du PSJ à Porrentruy avec notamment un débat contradictoire sur la libre circulation des personnes (salaires minimaux, mesures d'accompagnement, CCT)

Jura bernois www.psjb.ch

- Vendredi 27 avril : Congrès statutaire du Parti socialiste du Jura bernois
- Mardi 1^{er} mai : fête du travail interjurassienne à Moutier

Neuchâtel www.psn.ch

- Mardi 1^{er} mai : fête du travail à partir de 11h00 et sur trois sites: Neuchâtel, Le Locle et Fleurier.
- Jeudi 10 mai : AG du PSLN, à 20h00, à Bôle
- Dimanche 13 mai : élections communales
- Lundi 14 mai : Comité cantonal, à 20h15 au local de La Chaux-de-Fonds

Vaud www.ps-vd.ch

- Du jeudi 5 au lundi 16 avril : le PSV est en vacances
- Mardi 24 avril : Comité cantonal, à 20h00, salle des Vignerons du Buffet de la Gare, à Lausanne
- Mardi 1^{er} mai : fêtes du travail à Lausanne (17h00, Pl. de la Riponne), Yverdon (17h30, Pl. Pestalozzi) et La Vallée de Joux (17h00, cabane de la Chorale de L'Orient)
- Samedi 2 juin : Congrès ordinaire, dès 13h30, salle d'Arzier, à Nyon

Formation interne : du nouveau

Le développement de la formation interne au PS Suisse fait partie des 10 projets de renouvellement de l'organisation du parti. Avec, pour objectif, la mise en œuvre comme la large diffusion d'une authentique politique socialiste.

En matière de formation, un bref survol des partis cantonaux laisse apparaître des différences considérables au niveau de l'offre à disposition. En revanche, le sentiment que celle du parti national peut et doit être améliorée est plus que largement répandu. Forts de ces constats, le Comité directeur puis la Conférence de coordination ont donné leur feu vert à un nouveau concept susceptible de répondre aux besoins suivants :

- Une formation de base pour approfondir le socialisme en général. En lien, d'une part avec des thèmes politiques d'actualité, de l'autre, lors de séminaires plus théoriques.
- Des cours pour les mandataires socialistes actuels et futurs et consacrés aussi bien à l'acquisition de connaissances indispensables qu'au maniement d'outils nécessaires. Des cours qui peuvent en outre permettre à ces élu-e-s

de se constituer un utile réseau de relations.

- Une formation destinée aux sections s'attachant aux rôles spécifiques de la présidence, du secrétariat, des responsables des finances ou de l'accueil des nouveaux membres, etc. Il s'agit également de développer une gamme d'activités à même d'animer la vie des sections.

Pour maximiser les chances de réussite d'un tel programme, la majorité des cours sera organisée directement à l'échelon de la section. En les associant, par exemple, à une assemblée déjà convoquée pour ne pas multiplier les rendez-vous. Et en évitant la forme du cours magistral pour privilégier l'implication active des participant-e-s. A l'échelon national, seuls les cours théoriques de base comme les modules propices à la constitution de réseaux sont mis



sur pied. Leurs organisateurs veilleront en outre à ce qu'ils soient accessibles aux francophones en prévoyant une traduction simultanée ou la présence d'intervenant-e-s de langue française.

Pour enseigner, il faut des en-

seignant-e-s et c'est à eux s'adresseront les premiers cours à l'automne. L'ouverture des inscriptions est prévue début juin. Nous aurons donc l'occasion d'y revenir plus en détails dans la prochaine édition de *socialistes.ch*.



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

AGGRAVE LA CRISE DE L'EAU.

Aidez-nous à approvisionner en eau les habitants de régions arides.
Pour leur permettre, malgré la misère, de boire de l'eau potable
et d'irriguer leurs champs. www.helvetas.ch



Dès maintenant, versez 30 francs par SMS:
envoyez **eau 30** au **488**.

Avec le soutien

GEBERIT



HELNETAS

Agir pour un monde meilleur